



REVUE DE PRESSE UE-HAÏTI¹

AOÛT-SEPTEMBRE 2014

CLICKEZ sur les liens pour accéder aux articles en version intégrale

Lancement de deux programmes d'appui au renforcement des capacités d'Haïti dans le commerce.

Le Nouvelliste | Publié le: 08 août 2014

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/134284/Lancement-de-deux-programmes-dappui-au-renforcement-des-capacites-dHaiti-dans-le-commerce.html>

Plus d'une dizaine d'hommes et de femmes du secteur privé du pays ont participé, mercredi, au lancement des programmes d'appui au renforcement des capacités d'Haïti pour la mise en œuvre du Marché et de l'économie unique de la CARICOM (CSME) et de l'accord de partenariat économique CARIFORUM-CE (APE). Tenues à l'Hôtel Montana, ces assises ont permis aux participants d'évaluer les contraintes et avancées concernant ces deux programmes.

Un moment clé vient d'être franchi. Selon l'ordonnateur national du **Fonds européen de développement** (FED), Jean Edner Nelson, c'est l'une des étapes pour intégrer le marché commercial de la Caraïbe. Et va, par ailleurs, constituer finalement l'accord de l'APE. Ces projets financés respectivement par l'UE et le FED, s'articulent bien avec les efforts du gouvernement haïtien visant la promotion et la facilitation des investissements directs étrangers et privés dans le pays, a-t-il fait savoir. Ces programmes vont permettre, entre autres, le renforcement institutionnel tant pour les institutions publiques, privées que pour les organisations qui y vont participer. Ils visent l'intégration du pays dans le marché commun régional de la Caraïbe, enchaîne-t-il.

Le Coordonnateur général du Bureau de coordination et de suivi des accords CARICOM-OMC (BACOS), Chenet St-Vil abonde dans le même sens. Il pense que ces dynamiques représentent un incitatif majeur pour les investissements. « Par mon organe, je m'engage à maintenir, voire renforcer la proximité avec les institutions et secteurs partenaires de l'implication graduelle effective d'Haïti dans ces dynamiques visées par ces deux projets ». Le pays explique-t-il, doit exporter pour pouvoir tirer profit. Le représentant de la Banque caribéenne de Développement (BCD), Mme Valérie Pilgrim a mentionné que son institution a déjà engagé toutes les ressources disponibles pour financer 32 projets dans la région. Les fonds promis à Haïti s'élèvent à 291 720 dollars américains. L'objectif de ce projet est de créer un environnement propice au commerce, à l'investissement, à la coopération et au développement entre Haïti, l'Union européenne et les pays du CARIFORUM. Aussi, poursuit-elle, par ces projets, l'on améliorera la capacité du secteur privé à accéder au marché européen et au CARIFORUM.

¹ Cette revue de presse n'est pas exhaustive en ce qu'elle ne comprend toutes les interventions de l'UE au sein des médias audiovisuels (télévision et radio).



Massimo Scalorbi, représentant de Javier Nino Perez Ambassadeur de l'UE en Haïti

Massimo Scalorbi qui a représenté le **chef de la délégation de l'UE en Haïti, Javier Nino Perez**, a souligné l'importance de ce lancement pour l'instance en question. « L'UE qui s'était depuis longtemps engagée dans les renforcements d'un cadre propice face à cette nouvelle dynamique, répondit naturellement présent ». L'aspect technique supporté par l'organisation régionale caribéenne pour les standards et pour les qualités est évalué à hauteur de 3.1 millions de dollars pour la mise en place des formations relatives aux services douaniers, à la compétitivité et à l'approvisionnement public. En outre, il soutient que l'UE réitère sa volonté de rester à côté d'Haïti afin de l'accompagner et l'aider à franchir les étapes qui permettront son intégration progressive dans le marché de l'économie unique de la Caraïbe

Haïti-Développement : Les acteurs sociaux souhaitent la poursuite de l'appui du Bon et de l'UE au renforcement de la société civile.

Alter presse Publié le: 22 août 2014

http://www.alterpresse.org/spip.php?article16912#.U_3M18Mi7p8

Les différents bénéficiaires du Programme d'appui au renforcement de la société civile en Haïti (PARSCH) souhaitent l'implémentation de nouveaux projets, poursuivant les mêmes objectifs du PARSCH, au moment de la clôture du volet structuration du programme, ce jeudi 21 août 2014, à Fort-Liberté (Nord-Est).

Le programme est conçu et opéré dans le cadre du partenariat entre l'État haïtien à travers le Bureau de l'Ordonnateur National (Bon) et la Délégation de **l'Union européenne (UE)** en Haïti.



Jean Edner Nelson – Ordonnateur National

Le réveil de la conscience citoyenne, le renforcement des organisations communautaires de base (Ocb), la structuration et la formation pour les membres des Ocb sont les principales activités mises en œuvre, au cours des 3 dernières années, dans les départements du Centre, du Nord et du Nord-Est.

« Il est nécessaire de dupliquer le programme PARSCH à travers le pays », estime Miguetz Olin, coordonnatrice de l'organisation des femmes agricoles pour la transformation des fruits (Ofatra) à Terrier-Rouge, lors de la cérémonie de clôture du programme dans le Nord-Est.

« Le PARSCH nous a apporté beaucoup de fruits dans notre initiative de transformation des fruits », estime cette bénéficiaire.

Le projet a facilité, entre autres, l'acquisition d'outils modernes pour emballer les produits.

« Nous avons appris, à travers le programme, à ne plus être des femmes cloîtrées à la maison et destinées à enfanter seulement », ajoute-t-elle.

À côté du renforcement des structures administratives des quelques 1,600 organisations communautaires de base (Ocb), enregistrées dans le Nord-Est, ces dernières ont reçu du financement pour la mise en œuvre de projets de production agricole, de développement de l'élevage et de protection de l'environnement.

« Grâce à PARSCH, les conditions (économiques) de 36 familles (de la localité de Roche Plate) ont été améliorées. Elles ont reçu des vaches pour l'élevage », explique Donald Joseph, président de l'organisation des jeunes pour le développement (OJDER) de Roche Plate.

Irline Cadet, coordonnatrice de l'Organisation des paysans du Nord-Est, se réjouit de voir combien les œufs, produits par cette structure, grâce à un soutien du PARSCH, sont maintenant disponibles sur le marché local.

« En moins d'un an, ces œufs sont déjà servis dans les hôtels de la zone », affirme-t-elle avec fierté.

Dans le cadre du PARSCH, environ 32 millions de gourdes (US \$ 1.00 = 46.00 gourdes ; 1 euro = 65.00 gourdes aujourd'hui) ont été investies dans les initiatives réalisées dans le Nord-Est.

La cérémonie de clôture du PARSCH dans le Nord-Est s'est déroulée en présence, notamment, de l'Ordonnateur national, Edner Nelson, et du représentant de l'Union européenne, Leandro Medeot.

Lors d'un point de presse, ils ont assuré que d'autres programmes du même genre seront conçus à l'avenir.

Formation en sonorisation live

Le Nouvelliste | Publié le: 25 août 2014

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/134723/Cloture-dune-formation-en-sonorisation-live.html>



Le batteur haïtien Joël Widmaier en séance de formation

La Fondation Haïti Jazz a clôturé une série de formations en sonorisation live dans les locaux de l'association Ayiti Mizik, à Kay Mizik la, centre de ressources pour la musique créé en 2012 grâce au soutien financier du programme Arcades. 50 professionnels, issus des dix départements du pays, étaient bénéficiaires de ce programme de formation mis sur pied grâce à l'appui **du Programme Européen de Soutien aux Initiatives Culturelles** (PESIC). Elaboré par le batteur haïtien Joël Widmaier et son frère pianiste Mushy, ce programme, qui comprenait une partie théorique et une

autre pratique, « visait à renforcer les acquis de ces professionnels qui ont appris le métier sur le tas et à partager avec eux des notions de base sur le son. Sélectionnés sur la base de leur expérience et identifiés à travers les réseaux sociaux, les Alliances françaises, les compagnies de sonorisation et l'activation du réseau de la fondation, ces bénéficiaires ont reçu des organisateurs un manuel didactique d'une centaine de pages, espérant que ce document sera lu, relu et partagé avec d'autres professionnels.

« Ils ont beaucoup appris sur le son et des notions théoriques un peu plus pointues mais adaptées à leur capacité d'absorption. Ils connaissent mieux leur métier et sont partis avec un bagage énorme », a confié Miléna Sandler Widmaier, secrétaire général de la Fondation Haïti Jazz qui se voit, à maintes occasions, tourner vers un bailleur international pour œuvrer à l'encadrement du milieu culturel. Et Mme Sandler Widmaier de rétorquer en disant que la « Fondation, organisation à but non lucratif, ne génère pas de fonds et ne vend pas de services. Les acteurs locaux, qui souhaiteraient en revanche une contrepartie, se montrent quelques fois réticents aux propositions ». Le chanteur Joël Widmaier parle de cette expérience de formation. « Ça a été très enrichissante pour nous en tant que formateur. Nous avons pu réaliser à quel point ce type d'action est important, particulièrement pour les techniciens de province, qui ont rarement, voire jamais, accès à ce type de formation. Ils sont arrivés avec peu de connaissances et sont partis avec un bagage d'informations [...] pertinentes », a-t-il témoigné.

L'ambassadeur de l'Union Européenne, Javier Nino Pérez, a déclaré pour sa part "que les professionnels de la musique sont fortement en demande d'outils qui doivent leur permettre d'augmenter continuellement la qualité de leur travail. Il s'est dit réjoui de l'aboutissement de ce cycle de formations qui contribue directement à la professionnalisation de l'ensemble de la filière musique en Haïti." Toujours dans le cadre du programme PESIC, une série de formations sera entreprise par la Fondation et ciblera la même quantité de formateurs, selon ce qu'a indiqué Miléna. Les interventions insisteront sur les métiers d'encadrement de l'artiste, sur le management, la promotion, la gestion des réseaux sociaux, la protection des droits d'auteur, etc.

Haïti : 22 designers en mission d'exploration commerciale et culturelle au Mexique

Signal FM

<http://www.signalfmhaiti.com/articles/categorie/2012-02-08-01-57-30/2022-haiti-22-designers-en-mission-d-exploration-commerciale-et-culturelle-au-mexique.html>

22 designers haïtiens partent en mission d'exploration commerciale et culturelle au Mexique du 25 au 30 août 2014, à l'initiative du Centre Haïtien d'Appui et de Promotion d'Entreprises (CHAPE).

Cette mission de prospection se tiendra en prélude à la 3e édition de « Haïti Fashion Week » qui se déroulera du 30 octobre au 2 novembre 2014. La présidente du CHAPE, Maguy Durcé, estime que c'est une opportunité qui doit déboucher sur de nouvelles perspectives économiques pour la filière de la mode en Haïti.

La mission d'exploration du Centre Haïtien d'Appui et de Promotion d'Entreprises, à Mexico City, se tiendra sous le patronage de l'Ambassade du Mexique en Haïti.

L'ambassadeur Mexicain en Haïti, Jose Luis Avarado, déclare que cette collaboration permettra de tisser, entre les deux pays, des liens plus étroits. Le diplomate mexicain se dit heureux d'ouvrir le marché mexicain aux designers haïtiens.

L'édition 2014 de la « Haïti Fashion Week » est soutenue par le **Programme européen de soutien aux initiatives culturelles** (PESIC). Le représentant de l'Union Européenne en Haïti, Raphael Brigandi a salué le soutien de l'UE à la « Haïti Fashion Week » depuis sa première édition en 2012.

Selon Raphael Brigandi, **l'Union Européenne** constitue le principal bailleur de la « Haïti Fashion Week ». Elle y contribue à hauteur de 40%.

Haïti en mission d'exploration commerciale et culturelle au Mexique

Le Nouvelliste | Publié le : 22 août 2014



De g. à drte, Maelle David, présidente de Hand, Juan Jose Martinez de l'ambassade du Mexique, Jose Luiz Alvarado, ambassadeur du Mexique, Maguy Durcé de MODAYITI, Raphaël Brigandi de l'Union européenne et Michel Chataigne de MODAYITI

Devant un parterre de journalistes et d'amateurs de mode et sous le regard de plusieurs panélistes, dont l'ambassadeur du Mexique en Haïti, Jose Luis Alvarado et le représentant de **l'ambassadeur de l'Union européenne**, Raphaël Brigandi, la présidente du CHAPE s'est estimée heureuse de conduire une grande mission d'exploration culturelle et commerciale. La mission sera composée de cadres du CHAPE, de journalistes et de 22 designers haïtiens, parmi lesquels des grosses pointures, Maelle David, Michel Chataigne et Phelicia Dell. En prélude à la 3e édition d'Haïti Fashion Week qui se déroulera du 30 octobre au 2 novembre prochain, l'événement d'une portée économique, selon les organisateurs, lèvera le rideau sur un défilé de mode. Un cocktail de bienvenu donnera le ton. Durant tout le périple, l'une des vitrines sera l'exposition de produits artisanaux. Pour l'ambassadeur du Mexique en Haïti, « les différentes activités qui se tiendront au Mexique permettront aux entrepreneurs dans l'industrie de la mode haïtienne de se réunir avec le secteur privé mexicain; un secteur incluant des commerçants, des exportateurs, des présidents des Chambres de commerce du monde de la mode, afin de définir les grandes lignes stratégiques d'accès aux marchés mexicains ».

Dans cette perspective, a-t-il souligné, il sera identifié les produits d'intérêt et de possible commercialisation entre les deux pays. Dans le but de familiariser les investisseurs mexicains et haïtiens avec les filières de la mode et du textile, cette mission se déroulera sous le haut patronage de l'ambassade du Mexique en Haïti. De plus, elle bénéficiera de l'appui de l'ambassade d'Haïti au Mexique en partenariat avec le Haitian Network of Designers (HAND), dirigé par Maelle David. Selon Maguy Durcé, « cette mission au Mexique rentre dans le troisième volet du programme MODAYITI qui consiste à rechercher de nouvelles niches pour l'écoulement des produits des designers haïtiens. Une grande opportunité qui doit déboucher sur de nouvelles perspectives économiques pour la filière de la mode en Haïti. » Estimant qu'ouvrir un marché mexicain aux designers haïtiens dans le cadre de cette coopération est un pas important, le diplomate Luis Alvarado a souligné que cette mission d'exploration commerciale et culturelle se révèle une énorme opportunité qui contribuera à l'épanouissement de la filière économique de la mode en Haïti. «Le développement de cette collaboration étroite entre Haïti et le Mexique, à travers le secteur privé des deux pays, ne pourra que permettre le tissage de liens cordiaux au profit de ces deux pays», a soutenu l'ambassadeur, tout en espérant que « la réussite de cette démarche permettra de lancer un message clair aux autorités et servira de plateforme pour la construction d'un échange économique dynamique ».

Haïti en mission au Mexique

Le Nouvelliste/ Ticket Magazine | Publié le : 22 août 2014

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/134824/Haiti-en-mission-au-Mexique.html>

Cette mission au Mexique entre dans le troisième volet du programme MODAYITI qui consiste à rechercher de nouveaux marchés niches pour l'écoulement des produits des designers haïtiens", déclare Maguy Durcé, présidente du Centre haïtien d'appui et de promotions d'entreprises (CHAPE) au cours d'une conférence de presse donnée le 22 août au Karibe. Elle dit croire que cette mission d'exploration qui se tiendra du 25 au 30 août au Mexique peut déboucher sur de nouvelles perspectives économiques pour la filière de la mode en Haïti. Autre intervenant de cette conférence, le représentant de **l'ambassadeur de l'Union européenne en Haïti**, Raphael Brigandi. Ce dernier fait le panégyrique des biens culturels et artistiques haïtiens et explique que le soutien de ce bailleur de fonds à travers le **PESIC (Programme européen de soutien aux Initiatives culturelles)** va de soi. "L'exploration de nouveaux débouchés pour la filière mode, dit-il, s'inscrit dans cette vision qui contribuera à augmenter les explorations et à améliorer la balance commerciale d'Haïti". L'ambassadeur mexicain en Haïti, Jose Luis Alvarado, estime qu'ouvrir le marché mexicain aux designers haïtiens est un pas important dans la coopération haïtiano-mexicaine. "C'est une énorme opportunité de contribuer à l'évolution de la culture haïtienne, qui est une filière économique importante, à travers le mode," a-t-il ajouté. Au programme de cette mission d'exploration qui se tiendra du 25 au 30 août, les créateurs de mode pourront rencontrer leurs homologues mexicains, les responsables de boutiques et chaînes de magasins, les représentants de la Chambre de Commerce du Mexique et d'autres institutions comme SRE-PROMEXICO, CANAIVE CANAINTEX et Compra moda nacional, le numéro un des magasins en ligne de toute l'Amérique latine. Un défilé de mode se tiendra lors du cocktail de bienvenue, le mardi 26 août, à la Casa del Tiempo-UAM. Une exposition de produits artisanaux et de la mode haïtienne aura aussi lieu pendant toute la durée de cette mission d'exploration commerciale à la Casa de la Cultura de Mexico. Ticket vous informera en temps et lieu de chacune des étapes de cette mission.

Lancement troisième édition "Haïti Fashion Week"

Le Nouvelliste | Publié le: 8 septembre 2014

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/135484/La-troisieme-edition-de-Haiti-Fashion-Week-est-lancee.html>

Mettre le travail des designers haïtiens et les tendances mondiales sous les feux des projecteurs en leur offrant un espace privilégié, tel est l'ambition que se propose Haiti Fashion Week. Cette semaine de la mode, accueillera le Mexique comme invité d'honneur, sous le signe de l'échange. Financé à hauteur de 40% par **l'Union européenne** (UE) dans le cadre du Programme de soutien aux initiatives culturelles (PESIC), ce rendez-vous annuel de la mode est rendu possible grâce au Centre haïtien de promotion des entreprises (CHAPE), Network of Designers (HAND), MODAYITI et Afro-K. Cette troisième édition vient de confirmer qu'Haïti est une nation moderne qui peut manifester un leadership dans quel que soit le domaine si ses fils et ses filles acceptent de se tenir la main, c'est l'avis de Maguy Durcé, coordonnatrice de PESIC, présidente du CHAPE et P.D.G. de ModAyiti. « En trois ans, Haiti Fashion Week est en train de faire son troisième pas de géant. Cette édition se veut le pont entre un public toujours soucieux d'être à la pointe des tendances internationales et des designers désireux de mieux s'affirmer pour conquérir le marché de la mode internationale », a-t-elle déclaré, s'enorgueillissant qu'Haiti Fashion Week est incontestablement le rendez-vous des acteurs et des fans de la mode ». Nous nous engageons à continuer à porter ce flambeau qui devient pour nous plus qu'un devoir mais une mission pour hisser notre pays plus haut, pour effacer cette image négative qui nous colle à la peau, aux os et jusqu'au cœur, a ajouté la lauréate du concours Afro-K 2013.



Pour le docteur Michel Chataigne, l'impact positif de cet événement est reconnu à travers le monde en termes de projection d'une meilleure image d'Haïti. « L'objectif général est de renforcer la dimension internationale de la filière mode en Haïti, permettant la rencontre des acheteurs internationaux avec des créateurs haïtiens. Nous voulons établir une vitrine internationale sur la créativité, le talent des designers et fabricants haïtiens », a-t-il déclaré, informant que l'événement accueillera 45 designers haïtiens et étrangers et des maisons de mode, 45 mannequins haïtiens et étrangers, 10000 visiteurs



Raphael Brigandi, Chargé de communication à l'UE en Haïti

Comme particularité à cette troisième édition, le concours et la remise de prix d'Afro-K, concours télévisé de la mode afro-caribéenne se fera au gala d'ouverture le 30 octobre prochain. Le seul concours de mode de la Caraïbe, mais labélisé «made in Martinique » récompense le grand prix de prêt-à-porter et accessoires de mode. Le nom Afro-K tient son nom du monde universel de l'être noir qu'est l'Afrique et de l'étendue culturelle de la Caraïbe, a indiqué Myriam Jean-Louis, présidente d'Afro-K. Une délégation de designers haïtiens avait visité le Mexique au cours du mois d'août, dans le but de rencontrer les acteurs clés du textile mexicain, les designers et les techniciens de COMPRAMODA (une organisation réunissant les créateurs mexicains de la mode). Comme invité d'honneur, une importante délégation mexicaine participera aux défilés de cette troisième édition et aura une journée entière dans la programmation. Le Mexique, qui compte 123 d'habitants millions, à la potentialité d'élargir la cote d'audience de ce grand événement. La grande actrice mexicaine Victoria Ruffo sera mise à l'honneur dans une soirée qui sera animée par un groupe de Mariachi. « Je suis très content du choix du Mexique comme invité spécial de cette troisième édition, je suis convaincu que la participation de mon pays va être un grand succès qui va contribuer au développement de l'industrie de la mode et du pays en général. Je vous assure que le Mexique sera bien représenté », a indiqué Jose Luis Alvarado, l'ambassadeur du pays des sombreros.



Le chargé de communication de l'ambassade de **l'UE en Haïti**, Raphael Brigandi, affirme que le support de l'UE à Haïti Fashion Week se fait depuis son lancement en 2012. « Nous sommes particulièrement heureux que cette troisième édition voie le jour. Gageons que celle-ci soit celle de la consécration », a-t-il dit. Cet événement s'est établi comme la vitrine de la mode haïtienne, mais nous voyons qu'il se développe et prend de l'ampleur sur la scène internationale.

Sans loi électorale, la dynamique en cours sera mise à mal, selon Lamothe

Le Nouvelliste | Publié le: 9 septembre 2014

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/135539/Sans-loi-electorale-la-dynamique-en-cours-sera-mise-a-mal-selon-Lamothe.html>

Dans une interview accordée au journal français, l'Express, publiée ce mardi 9 septembre, le Premier ministre Laurent Lamothe a fait remarquer que le vote de la loi électorale est important pour la dynamique de développement engagée par son gouvernement. « Nous incitons les sénateurs à voter la loi électorale pour ne pas mettre à mal la dynamique en cours », a indiqué le chef du gouvernement, soulignant que les investissements étrangers à attirer sont l'un des défis qu'Haïti doit relever. « Ce défi va de pair avec la tenue des élections à la fin de l'année », a-t-il fait savoir, rappelant qu'entre avril 2012 et avril 2013, les investissements étrangers ont augmenté de 25%. « Nous avons augmenté nos exportations de plus de 6%. Aujourd'hui, Haïti est le sixième exportateur de T-shirts au niveau mondial », a indiqué le Premier ministre, montrant qu'il y a une énorme progression dans le pays depuis le séisme de 2010.

Bien qu'entre 2001 et 2013 le taux de pauvreté ait été réduit de 31 à 24% dans le pays, Laurent Lamothe reconnaît qu'Haïti fait face à une situation de pauvreté extrême. Il regrette que seule la moitié des neuf milliards de dollars promis par les bailleurs après le tremblement de terre, ait été versée. « Nous faisons notre possible pour reconstruire ce pays avec les moyens à notre disposition », a fait savoir le chef du gouvernement dans les colonnes de l'Express, admettant que tous les projets de développement y participent, ainsi que les fonds venus de la solidarité internationale et du Trésor public. Avant la fin du quinquennat du président Michel Martelly, l'administration projette de construire 10 000 unités de logements sociaux sur tout le territoire national. « 3000 logements ont été construits à Morne-à-Cabri. Les quartiers périphériques de Port-au-Prince, Martissant et Baillergeau, seront rénovés grâce au financement de 39 millions de dollars américains de **l'Union européenne** et de l'Agence française de développement », a mentionné le Premier ministre, ajoutant que l'objectif de son gouvernement est de permettre aux plus démunis et à la classe moyenne d'accéder à un logement décent. Laurent Lamothe, qui dit à l'Express qu'il n'est pas candidat à la prochaine élection présidentielle, croit avoir la formule pour développer le pays. « Le changement viendra grâce à des projets modestes, à l'échelle communale », a-t-il indiqué, soulignant que le gouvernement veut néanmoins que la communauté internationale respecte ses engagements. Plus de République des ONG

Les ONG sont moins nombreuses dans le pays, a indiqué M. Lamothe au journaliste de l'Express, lui expliquant que le tremblement de terre du 12 janvier 2010 avait provoqué une augmentation du nombre des ONG dans le pays. « A présent que le pays va mieux, elles sont moins nombreuses », a-t-il

fait comprendre. Laurent Lamothe, qui fait aussi office de ministre de la Planification et de la Coopération externe, a fait savoir que c'est en attirant des investisseurs étrangers que le pays s'en sortira, que le pays créera des emplois. « Les ONG ont fait leur travail puis ont laissé le gouvernement reprendre les centres de santé et les écoles nationales qu'elles ont reconstruits », a-t-il fait savoir. Loin d'être un frein à l'action gouvernementale, les ONG sont d'un grand apport au gouvernement. « Le gouvernement continue à compter sur l'aide des ONG. Certaines font un bon travail, ce qui nous importe, c'est d'avoir une meilleure coordination et de fixer un cadre avec elles », a-t-il fait remarquer. Laurent Lamothe se décerne le satisfecit du fait que l'Etat haïtien s'investit dans sa refondation depuis l'arrivée de l'administration Martelly. « Nous sommes en plein travail, et nous avons du pain sur la planche. La route est difficile mais nous allons y arriver », a admis le chef du gouvernement.

Formation de 40 jeunes sur la Déclaration universelle des Droits de l'Homme

Le Nouvelliste | Publié le: 10 septembre 2014

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/135164/Formation-de-40-jeunes-sur-la-Declaration-universelle-des-droits-de-lhomme.html>

La Société haïtienne de réhabilitation et de développement, de concert avec la Solidarité haïtienne de défense des droits humains, a organisé les 30 et 31 août 2014 un atelier de formation à l'intention des jeunes, des organisations communautaires de base (OCB) et de la société civile de Ganthier sur la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Financée par **l'Union européenne**, «cette formation avait pour objectif non seulement de sensibiliser les jeunes de ces communes à une meilleure compréhension des droits humains, mais surtout à la mise en place du réseau intercommunal de défense des droits humains», a déclaré Pierre Garot Néré, directeur exécutif de la SOHDDH. Me Rodady Gustave, un des intervenants, a pour sa part souligné avec éloquence le rôle fondamental du 1er janvier 1804 dans le développement et la promotion d'une culture véritable et réelle du respect des droits humains, car Haïti a été considérée comme la terre de la liberté pleine contrairement aux conceptions américaine (1776) et française (1789) des droits de l'homme.

Devant une assistance de 40 participants, réunis dans l'enceinte du centre d'action culturelle de Fonds-Parisien, membres d'OCB et de la société civile de Ganthier\Fonds-Parisien, Gulin Bonhomme a sensibilisé les jeunes sur leur rôle dans la construction d'une nouvelle Haïti par leur implication active et rationnelle dans le processus électoral qui doit se lancer. Il a exhorté les participants à repenser la manière de voter aux élections qui, selon lui, se fait souvent sous une base sentimentaliste, pour adopter une nouvelle approche, rationnelle, dans le but de contribuer au développement du pays. Ainsi pourront-ils avoir des réponses satisfaisantes à leurs droits fondamentaux.

Le directeur exécutif de la SOHDDH, M. Pierre Garot Néré, a souligné que cette formation s'inscrit dans le cadre d'un projet de renforcement des capacités de la société civile en matière de défense des droits humains dans les communes de Ganthier\Fonds-Parisien et de Fonds-Verrettes. Cette formation est le point de départ d'une série d'activités visant à mettre sur pied un réseau intercommunal de défense des droits humains afin de faire un travail de surveillance au respect des droits humains dans les communes frontalières.

Le théâtre communautaire au service de développement

Le Nouvelliste | Publié le: 18 septembre 2014

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/135953/Le-theatre-communautaire-au-service-du-developpement.html>

Au village artistique de Noailles (Croix-des-Bouquets), sera dévoilée publiquement ce vendredi 19 septembre à 3h p.m. la présentation de deux spectacles de théâtre communautaire conçus sur des thématiques environnementales dans le cadre du projet "Intercommunalité et mise en réseau des autorités locales (AL) et des acteurs non étatiques (ANE) pour une gestion partagée d'un territoire commun". Marilena Crosato, responsable du programme théâtral et de la communication, nous parle de ce projet cofinancé par l'Union européenne.

L.N. : Parlez-nous de ce programme de théâtre communautaire dont vous êtes l'un des acteurs directement impliqués dans sa mise en marche ?

M.C. : Ce projet vise le développement et la participation des citoyens dans la gestion du territoire et vise à promouvoir des lignes de communication directes et intégrées aux coutumes locales. Le théâtre est un outil qui n'offre pas seulement l'opportunité de transmettre des messages positifs, mais aussi celle d'encourager la participation directe de la communauté. Oxfam, en collaboration avec sa partenaire, la Mairie de la Croix-des-Bouquets et les autres mairies de la région (Thomazeau, Cornillon, Fonds-Verrettes et Ganthier), a élaboré une stratégie de communication et de sensibilisation vers la communauté à travers la mise en place de séances théâtrales.

L.N. : Comment est né le projet « Intercommunalité et mise en réseau des AL et ANE pour une gestion partagée d'un territoire commun » ?

M.C. : Ce projet part de l'idée qu'il faut renforcer les compétences techniques et civiques des mairies et des associations non étatiques présentes sur le territoire. Le but est d'élaborer, après trois ans, un plan de développement territorial pour une meilleure gestion de l'environnement et un renforcement des capacités de résilience de la population vivant dans la région du Lac Azuei. Il vise à renforcer le dialogue entre autorités locales et société civile dans l'arrondissement de la Croix-des-Bouquets. Le projet, d'une durée de trois ans, est cofinancé à **75% de son budget par l'Union européenne**, pour un montant global de 1.650.000,00 USD. Il est en exécution depuis avril 2013. Il est né grâce à une collaboration entre Oxfam, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales et la mairie de Croix-des-Bouquets. Le processus se base sur la formation technique des fonctionnaires communaux, de la population active faisant partie des organisations communautaires de base et des radios communautaires de l'arrondissement.

LN. : Vous allez présenter deux spectacles pendant des ateliers de création. Pouvez-vous dévoiler aux lecteurs un pan de la programmation?

M.C. : Ces spectacles, suite à une période de formation, ont été créés grâce à l'agencement de trente-cinq jeunes artistes résidents dans la région du lac Azuei. La production artistique est divisée en trois cycles et sera mise en place par plus d'une soixantaine de représentations. Les spectacles programmés pour vendredi seront : « Kisa Ki lakoz », de la troupe de la Croix-de-Bouquets, suivant un atelier animé par Presline Garçon avec d'autres intervenants dont Bernadette St-Germain, Gerolda Dabel, Junior Pierre Jean, Mackenson Bijou, etc., «Gantye lontan » de la troupe de Ganthier. L'atelier fut animé par Antoine Hilker grâce aussi au concours de Désir Nahomie, Pépé David, Exavier Marie Katia, Galette Manauchet, Cheryl Saint Fleur.

L.N. : Pourquoi aviez-vous privilégié des thématiques environnementales ?

M.C.: Le choix arrive suite à un débat qui engage les quatre radios communautaires de la région. Tenant compte des problèmes environnementaux auxquels la zone fait face, il était important pour nous de mettre l'accent sur cette thématique articulée autour de la question de la protection de l'environnement et des principales problématiques de gestion territoriale au niveau local. En somme, cette production des spectacles qui vise la problématique de la déforestation et la réponse à des situations d'urgence constitue un premier cycle du projet

L.N. : Quel bilan faites-vous justement de ce premier cycle et, en même temps, des différents ateliers de création?

M.C. : Nous sommes maintenant à la fin du premier cycle de création. On a déjà réalisé vingt-deux représentations dans les cinq communes et aussi à Port-au-Prince, ce qui a mobilisé une majeure partie des habitants des différentes localités susmentionnées. Ces représentations ont mérité l'attention du grand public. Les sujets présentés avec des techniques du théâtre populaire haïtien ont amusé et en même temps stimulé des réflexions, notamment chez les jeunes.

Deux pièces pour le lac Azueï – Village artistique de Noailles

Le Nouvelliste | Publié le: 18 septembre 2014

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/136068/Deux-pieces-pour-le-lac-Azuei.html>

Noailles a accueilli le vendredi 19 septembre deux spectacles de théâtre communautaire : « Gantye lontan » et « Kisa ki lakoz ». Deux pièces au goût nostalgique et évocateur, soumises à l'appréciation d'un maigre public. Deux pièces qui traitent de problèmes environnementaux auxquels font face les populations avoisinantes du lac Azueï: Cornillon, Fonds-Verrettes, Croix-des-Bouquets, Thomazeau et Ganthier. Ces deux spectacles, créés par une pléiade de jeunes habitants de la Croix-des-Bouquets et de Ganthier, viennent boucler le premier cycle du projet « Intercommunalité et mise en réseau des autorités locales et acteurs non étatiques », projet élaboré par Oxfam en collaboration avec la mairie de la Croix-des-Bouquets et des autres communes susmentionnées. C'est un projet qui vise à renforcer les capacités de gestion des habitants de ces régions pour un meilleur développement territorial. Mimiques, monologues, décor lugubre: ayant recours aux techniques du théâtre populaire et des procédés dialogiques qui traduisent la réalité paysanne, les acteurs ont sensibilisé l'assistance à la question du reboisement. Marilena Crosato, l'un des acteurs impliqués dans la réalisation du projet, reste conscient de la limite du niveau de création des pièces. « Ce ne sont pas des professionnels expérimentés dans la création de spectacles, mais les acteurs ont le mérite d'avoir travaillé arduement pour accoucher deux séquences théâtrales qui épousent bel et bien les thématiques et qui font passer des messages positifs », explique-t-elle, confiante que les spectacles des deux prochains cycles gagneront en maturité.

Raphaël Brigandi, représentant **de l'ambassadeur de l'Union européenne Javier Nino Perez**, a confié que ce projet vise l'amélioration de la qualité de vie des habitants, le renforcement du dialogue entre acteurs politiques et ceux de la société civile et le rapprochement des communes limitrophes de la zone du Lac Azueï. « Toutes ces communes possèdent des atouts et un grand potentiel artistique. Je m'estime heureux que Noailles, symbole de dynamisme culturel, ait accueilli la présentation de ces performances créées par des citoyens pour des citoyens », a-t-il dit.

Damien Berrendork a indiqué que la présence d'Oxfam sur le territoire national témoigne de la priorité des organisateurs d'instaurer un État de droit et de permettre aux populations concernées par le projet de vivre dans une bien meilleure structure communautaire. « Impliquant les acteurs locaux qui travailleront de concert avec les autorités étatiques, l'idée du projet est d'inviter les habitants des régions du lac à prendre leur destinée en main et de s'approprier de la gestion de leur espace. L'essentiel pour nous est de motiver les gens à bien comprendre les dynamiques des bassins versants, à augmenter les potentiels économiques grâce à la protection de l'environnement », a-t-il précisé. Célestin Jean Victor Turenne, Casec de la Croix-des-Bouquets, s'est dit heureux de compter sur l'accompagnement d'Oxfam qui a déjà mené plusieurs travaux de canalisation et d'installation de lampadaires au niveau des sections communales. Il a attiré l'attention des autorités de l'État sur les dangers que représentent le lac et les bassins versants. Il a aussi invité la mairie et d'autres organisations locales à s'impliquer dans la réalisation de ce projet cofinancé par Oxfam à 75% et qui doit durer trois ans.

IDEA international stimule la participation des citoyens à la vie politique

Le Nouvelliste | Publié le: 18 septembre 2014

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/135978/IDEA-international-stimule-la-participation-des-citoyens-a-la-vie-politique.html>

La ville des Gonaïves a accueilli mercredi 18 août 2014 une rencontre organisée par l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) avec des membres de la société civile, de la presse, d'organisations politiques et populaires. Cette activité s'inscrit dans le cadre d'un programme

visant à faire la promotion des partis politiques et à stimuler la participation des citoyens et citoyennes dans la vie politique.

Ces rencontres seront tenues sur tout le territoire national. Selon l'officier de projet de l'IDEA, Anasta Myrthil, elles visent à aider la population à mieux cerner le rôle et l'importance des partis politiques. « L'information sur les partis politiques a une incidence directe sur la qualité de la démocratie qu'on recherche. Plus la société s'intéresse à la politique, plus on aura une démocratie renforcée », a-t-elle soutenu.

Mme Myrthil, selon l'IDEA souhaite changer les mauvaises idées que les gens se font des structures politiques. Cette initiative a vu le jour suite à une étude réalisée sur les partis politiques haïtiens. Les résultats de ce travail -dirigé par le professeur Laënnec Hurbon- ont été publiés sous le titre « Les partis politiques dans la construction de la démocratie en Haïti ».

Le forum a été animé par les journalistes seniors Pierre Manigat Junior et Marie Raphaëlle Pierre. Au cours du débat, les panélistes ont passé en revue les différents courants politiques ayant marqué l'histoire du monde. Les animateurs encouragent les participants à intégrer les partis politiques afin de faire passer leur vision en bonne et due forme. Selon eux, si chaque citoyen ne prend pas sa responsabilité, le pays restera figé.

Le public a été très attentif. Le message a fait son chemin. Les échanges ont été très fructueux. Plusieurs participants se sont félicités de la réalisation de cette activité. Ils disent avoir appris beaucoup de choses sur leur implication dans les affaires internes du pays. Ils ont promis de changer leur fusil d'épaule.

Les départements du Nord, du Nord-Est, du Nord-Ouest et du Sud-Est ont déjà bénéficié de cette série de forums financée par **l'Union européenne**. L'IDEA est une organisation intergouvernementale. Il a été créé en 1995. Soutenir la démocratie durable dans le monde est sa principale mission.

Les APE en attente de ratification au parlement

Le Nouvelliste | Publié le: 24 septembre 2014

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/136187/Les-APE-en-attente-de-ratification-au-Parlement.html>

Le Bureau de coordination et de suivi des accords, de concert avec l'Association des industries d'Haïti (ADIH), a présenté ce mercredi à l'hôtel Montana au secteur privé des affaires **les Accords de partenariat économique (APE)**. En effet, les APE sont des accords commerciaux visant à développer le libre-échange entre **l'Union européenne** et les pays de l'CP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). Ils prévoient, entre autres, l'interdiction de l'augmentation ou de la création de droits de douane à l'importation ; l'interdiction de quotas d'importation ou d'exportation ; la suppression progressive des subventions à l'exportation des produits agricoles issus de l'Union européenne ; la permission de la mise en place de mesures de sauvegarde multilatérales temporaires.

Signé le 10 octobre 2009 par l'Etat haïtien, les APE sont depuis un an au Parlement en attente de ratification au Sénat pour entrer en vigueur. Cependant, il n'y a pas une grande mobilisation pour la ratification de ces accords. «Si les opérateurs économiques ne s'approprient pas ces accords, si la société civile n'a pas manifesté d'intérêt pour ces accords, ça va se répercuter sur les parlementaires», a compris Chenet Saint-Vil, directeur du Bureau de coordination et de suivi des accords, soulignant que cette présentation entre dans le cadre de la sensibilisation des opérateurs économiques et de la société civile aux avantages offerts par les APE.

A ce sujet, le Forum économique du secteur privé, une des entités engagées dans le processus de l'APE a montré ses intérêts pour une ratification dans le meilleur délai dudit accord. En effet, dans le Bulletin Info du Forum économique du secteur privé paru le 5 septembre 2014, on lit: «La majorité des membres du Forum économique du secteur privé encourage le Parlement à ratifier les APE en insistant sur l'octroi à Haïti d'un Traitement Spécial différencié (TSD). Ce traitement tient évidemment compte du statut d'Haïti en tant que seul PMA du continent américain conformément à la définition des Nations Unies et de l'OMC. Son statut au sein de la CARICOM est également celui de pays moins développé (PMD).»

Quant aux inquiétudes exprimées par certaines organisations paysannes et des acteurs non étatiques par rapports aux Accords de partenariat économique qui, selon eux, pourraient avoir de graves conséquences sur l'agriculture et les économies nationales, Chenet Saint-Vil croit tout autre. « Ce n'est pas un accord de "barrière libre" », a indiqué le directeur du Bureau de coordination et de suivi des accords, ajoutant que, lorsque ces accords seront en application, il n'y aura pas de perte substantielle de recettes ni de menaces pour la production locale.

« On est mieux protégé avec les APE que dans la réalité d'aujourd'hui », a-t-il fait savoir, expliquant qu'il y a des produits sur lesquels on applique aujourd'hui le tarif zéro, qui sont pourtant protégés par les APE. En plus, poursuit-il, ces accords ne tiennent pas compte de tous les produits. « Il y a bon nombre de produits qui sont exclus de la libéralisation. Ce sont des produits pour lesquels, l'Etat n'a aucune obligation d'éliminer ses droits de douane », dit-il.

Le Bureau de coordination et de suivi des accords s'est lancé dans une initiative de présentation des accords à des acteurs économiques afin de les informer du contenu des accords. «Ça fait notre deuxième présentation sur ces accords», a-t-il relaté.

IDEA INTERNATIONAL: Rencontre d'échanges autour de l'étude sur les partis politiques haïtiens: <https://www.youtube.com/watch?v=pXbqc2AmlCI>

RTVC | Publié le 26 septembre 2014

http://www.radiotelevisioncaraibes.com/nouvelles/haiti/rencontre_d_changes_autour_de_l_etude_sur_les_partis_politiques_h.html



A l'invitation d'IDEA International, plusieurs représentants de différents secteurs de la vie nationale, notamment des partis politiques, ont pris part, ce jeudi 25 septembre, à l'hôtel Le Plaza, à une rencontre d'échanges autour de l'étude sur les partis politiques haïtiens dans la construction de la démocratie. Un projet mis œuvre par IDEA International et supporté par **l'Union européenne**, a constaté Haïti Press Network.

« Les partis politiques dans la construction de la démocratie en Haïti », tel est le titre du livre élaboré à l'initiative d'IDEA International, dans le cadre de sa contribution au renforcement et à la consolidation du dialogue entre les partis politiques et leurs membres élus (es) au Parlement haïtien.

Le document préparé par une équipe d'experts haïtiens, dirigée par le sociologue Laennec Hurbon a été présenté aux participants. Selon Mme Marie-Laurence Jocelyn Lassègue, directrice de programme d'IDEA en Haïti, cette étude a permis à beaucoup de jeunes particulièrement, de comprendre la genèse et le cheminement des partis politiques.



Mme Marie-Laurence Jocelyn Lassègue, directrice de programme d'IDEA et Raphael Brigandi, Chargé de communication à l'UE en Haïti

D'après Mme Lassègue, le travail structurel visant le renforcement de la démocratie dans le pays, doit continuer parallèlement aux activités politiques quotidiennes. D'où laisse-t-elle comprendre, le sens de cette série de rencontres déjà réalisées à l'intérieur des autres départements du pays, hormis le Sud qui s'apprête à accueillir la caravane d'IDEA dans les jours qui suivent.

Ce livre sur les partis politiques qui représente un véritable guide, susceptible d'orienter notamment les jeunes qui s'intéressent à intégrer les partis politiques, est pour Mme Marie-Laurence Jocelyn Lassègue, d'une grande importance, dans la mesure où il constitue un objet vivant de renseignements sur le cheminement de ces structures, appelées à prendre le pouvoir.

«Il faut arrêter d'être sur le banc de touche. Il faut intégrer les partis politiques», a plaidé Mme Lassègue qui ne rate pas une occasion pour inviter les jeunes du pays à s'investir au sein des partis politiques, s'appropriant de leur vision et leur philosophie.

Le pasteur Edouard Paultre, coordonnateur du Conseil national des acteurs non étatiques (CONANE), était l'invité spécial à cette rencontre, à laquelle ont pris part Mme Mirlande Hyppolite Manigat, Secrétaire générale du Rassemblement des démocrates nationaux progressistes (RDNP).

Une nouvelle étude sur les partis politiques en Haïti

vendredi 26 septembre 2014



P-au-P, 26 sept. 2014 [AlterPresse] --- « Contribuer au renforcement des assemblées législatives et à la consolidation du dialogue entre les partis politiques et leurs membres élus au parlement haïtien », tel est le thème qui a réuni plus d'une trentaine de partis politiques et d'organisations de la société à Port-au-Prince le 25 septembre.

L'idée a été de discuter autour de l' « étude sur les partis politiques haïtiens dans la construction de la démocratie », conduite sous les auspices de l'Institut pour la

démocratie et l'Assistance électorale (Idea International) avec le soutien de **l'Union européenne**.

Cette étude a été réalisée sous la direction du professeur Laennec Hurbon, de concert avec les professeurs-chercheurs Alain Gilles et Franklin Midy.

Le document se veut un instrument susceptible d'être utilisé dans le cadre de la formation politique et capable d'aider les populations à mieux comprendre le rôle et l'importance des partis politiques.



La directrice de programme à Idea International, l'ancienne ministre Marie Laurence Jocelyn Lassègue, estime qu'une étude sur les partis politiques est importante, mais pas plus que d'assurer que les hommes, les femmes, les jeunes y aient accès.

« Que cette étude n'aille pas dans les tiroirs », plaide-t-elle.

Il faut aussi rappeler que cela fait plus de six ans qu'il n'y a pas eu d'écrits sur les partis politiques en Haïti, selon ce qui a été relevé au cours des échanges.

« Ce qui n'est pas normal », critique Lassègue.

Elle souhaite que ce travail encourage à faire d'autres productions sur les partis politiques et permette aux jeunes et aux moins jeunes de mieux connaître et comprendre le quotidien politique.



Raphael Brigandi, porte-parole et chargé des affaires politiques au sein de la délégation de **l'Union Européenne**, estime que « c'est une étude très importante, qui vise à faire l'inventaire détaillé » sur le fonctionnement des partis politiques en Haïti.

Les partis politiques rencontrent « des défis importants », selon lui.

« Pour pouvoir correctement relever ces défis, et pour s'engager dans les sentiers de la réforme, il faut d'abord effectuer un diagnostic précis, basé sur une analyse et une observation scientifique », renchérit-il.

Une démocratie moderne, pour bien fonctionner, doit d'abord reposer sur ces trois piliers, qui sont les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, qui vont travailler de façon équilibrée, signale-t-il. Mais, il y a aussi les médias, la société civile, et les partis politiques qui ont un rôle fondamental à jouer, ajoute-t-il.

Vidéo UE-Solidarités International sur le projet intégré de reconstruction, de réaménagement urbain et de développement économique du quartier de Christ-Roi

<http://youtu.be/wTuBZ3rbcrQ>



CONCOURS DE PLAIDOIRIES EN HAÏTI LA VOIX DES JEUNES SUR LES DROITS DE L'HOMME

par Mathilde Maughan, CEND

Nephtalie Bernadeau, 18 ans, est la gagnante du concours de plaidoirie sur le thème de droits de l'homme, organisé par la délégation de l'UE en Haïti dans le cadre de la Semaine de l'Europe 2014, au mois d'avril. Commission en direct a recueilli les impressions de la jeune et brillante lauréate lors de son voyage à Bruxelles, prix du concours.

Commission
en direct

Comment s'est passé ta participation au concours?

J'aime communiquer et je fais également du théâtre, ce qui m'aide à être une bonne oratrice. Lorsque j'étais plus jeune, c'était plus facile, mais arrivée à l'adolescence, ça s'est quelque peu compliqué. C'est pendant cette période de doute que l'annonce du concours a été faite dans mon école et après avoir hésité quelque temps, je me suis inscrite. J'ai commencé à travailler le jour même. Je dois vous confier que je n'aime pas écrire, donc il a fallu beaucoup de brouillons pour arriver à un résultat après trois semaines. Ma mère m'a beaucoup soutenue lors des petits moments de découragement et, en fait, ma participation au concours m'a permis de dépasser mes limites et de mettre mes doutes de côté.

D'où vient ta passion pour les droits humains?

J'ai l'ambition dans ma vie, pour moi c'est le plus important, de défendre les droits humains. Depuis toute petite, c'est quelque chose qui me tient vraiment à cœur, notamment grâce à l'influence de ma mère, qui est également passionnée par ce sujet. Depuis l'âge de 10 ans, je prends part à des projets soutenant les droits de l'homme ou la protection de l'environnement: rallyes, apport d'aide dans des orphelinats... A travers ces événements, j'ai appris à parler en public et à intéresser mon auditoire. Cet intérêt provient du fait que je connaisse quelqu'un qui est né d'un viol. Cet acte a été lourd de conséquences pour cette personne qui n'a pas été aimée par sa famille. Ce problème m'a interpellé à



Une opportunité extraordinaire pour aiguïser notre intelligence, en tant que leaders de demain

tel point que je souhaite que chacun puisse vivre dans un climat de sécurité. L'insécurité entraîne la méfiance et la méfiance est un frein à l'évolution d'une situation.

Quel est le niveau de prise de conscience de ta génération quant aux droits humains?

La majorité de mes camarades de classe, ayant la chance de venir d'un milieu privilégié, n'a pas forcément conscience de certaines situations compliquées dans le pays. D'autres sont tout aussi passionnés que moi. J'essaie de me démarquer en prenant part à des actions concrètes et pas seulement en tenant un discours sur le sujet, en participant par exemple à des campagnes de sensibilisation auprès de mes pairs.

Quelles sont tes premières impressions sur l'UE?

Je pense qu'un voyage qui permet de comprendre le fonctionnement de l'UE est un prix adéquat pour le concours. Mais il faut aussi une certaine maturité pour l'apprécier. C'est très intéressant de découvrir les bureaux de personnes qui travaillent dans mon pays ou qui ne connaissent rien de celui-ci et qui sont motivées par leur boulot. L'organisation dans l'ensemble de la Commission, une qualité que j'apprécie beaucoup, m'a particulièrement marquée.

Quels sont tes projets futurs?

Je viens de finir mes études à l'Institution Sainte-Rose-de-Lima, à Port-au-Prince, et je souhaite entreprendre des études de droit, si possible à Paris ou à Bruxelles, pour ensuite travailler dans l'aide humanitaire. Ma participation au concours a d'ailleurs suscité cette décision. Auparavant je voulais travailler dans le droit privé.

Quel est ton avis sur le concours?

Je pense que le concours était une très bonne initiative. Donner la possibilité aux jeunes de s'exprimer mais aussi de réfléchir sur des problématiques telles que la protection des droits de l'homme est une opportunité extraordinaire pour aiguïser notre intelligence, en tant

que leaders de demain. Le simple fait pour moi d'écrire ma plaidoirie a créé un processus de réflexion, mais écouter le discours des autres candidats m'a également beaucoup appris.

Je voudrais d'ailleurs faire passer un message d'encouragement à toute personne qui hésite devant un défi. Si je n'avais pas entrepris cette aventure, je ne serais pas à Bruxelles aujourd'hui. Et un message de soutien à toutes les victimes de viol ou de violence: c'est en se taisant qu'on permet aux gens qui font le mal de continuer.

La délégation en Haïti espère réitérer l'expérience du concours de plaidoirie l'année prochaine. ■

► <http://europa.eu/!Yn69uv>

L'action de l'UE pour les droits de l'homme en Haïti

Le choix du thème du concours de plaidoirie fait écho à l'une des politiques clé de coopération de l'UE auprès des pays tiers. Les principaux objectifs de l'action de l'UE pour promouvoir les droits de l'homme en Haïti sont les suivants :

- La protection de l'enfance, notamment la nécessité de recueillir plus d'informations sur le phénomène de domesticité des enfants – «reste avec» en dialecte, c'est-à-dire l'envoi d'enfants des campagnes dans une famille à la ville où ils s'occupent de tâches ménagères en échange de l'accès à l'école –, qui est en réalité lié au problème d'accès aux services dans les régions isolées.
- La défense des droits des femmes, principalement la lutte contre les violences domestiques.
- L'amélioration des conditions de détention.
- Le renforcement des réseaux de défenseurs des droits humains qui permet de faire évoluer la situation plus rapidement mais aussi d'apporter une protection aux défenseurs parfois menacés de mort.

Pour remédier à ces problématiques, la délégation finance des projets et organismes grâce à des fonds de l'UE, notamment à travers l'IEDDH (Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme), géré par la DG DEVCO.

► <http://europa.eu/!qG38xQ>